
LES RELATIONS DE LA CHINE AVEC L'AFRIQUE : FONDEMENTS, RÉALITÉS ET PERSPECTIVES

*Chung-lian JIANG **

Le 1^{er} octobre 1949 vit l'établissement de la République populaire de Chine, premier pays communiste d'Asie. Dans le système bipolaire issu de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la précaire République populaire choisit de pencher du côté soviétique afin d'assurer sa sécurité face aux États-Unis. Ses relations extérieures demeurèrent de ce fait longtemps très limitées. Il fallut attendre la conférence de Bandung (Indonésie) en 1955 pour que l'empire de Mao Zedong et l'Afrique se rencontrent enfin. Et c'est à partir de ce moment-là également que la Chine commença à se frayer son propre chemin dans l'arène internationale, entamant notamment une relation intermittente avec l'Afrique.

Pendant la guerre froide, les relations chinoises à l'égard de l'Afrique étaient fondées sur des intérêts politiques. En effet, il s'agissait de former une « troisième voie » pour contrebalancer les forces d'abord américaines puis soviétiques sur des objectifs idéologiques. Mais il aura finalement fallu l'entrée de la RPC aux Nations unies en 1971 pour que le constant effort chinois finisse par être

* Docteur en science politique de la Sorbonne, Chung-lian Jiang est directeur au *Taipei Economic and Cultural Office in Toronto*. Il a publié des articles traitant des relations sino-africaines dans *Géopolitique africaine*, la *Revue politique et parlementaire*, la *Wenti yu yenju* (Taiwan) et la *Cross-Strait and International Affairs Quarterly* (Taiwan). Il prépare actuellement à la publication en français de son ouvrage sur la conception chinoise des relations avec l'Afrique.

récompensé par une belle « pêche aux voix », grâce au soutien massif des pays africains. Malheureusement, l'Afrique fut peu à peu délaissée par la Chine lorsque celle-ci se tourna vers l'Occident lors de son ouverture sur l'extérieur et les relations sino-africaines déclinèrent durant les années 80.

Le rapprochement sino-africain de l'après-guerre froide est le résultat de deux événements : le massacre de Tian'anmen en 1989 et l'effondrement de l'URSS en 1991 qui ont montré l'inadéquation du régime communiste chinois dans un monde libéral triomphant. Craignant de remplacer l'URSS dans son rôle d'ennemi numéro un du monde occidental, la RPC s'est servi de la force politique africaine pour résister aux pressions occidentales. On a alors vu des dirigeants chinois déferler sur le continent africain et des liens privilégiés se nouer avec l'Afrique.

Après la guerre froide, la Chine et l'Afrique se sont développées de manières contrastées. Tandis que la Chine montait en puissance, s'efforçant d'émerger au sein de l'Asie en tant que pôle principal, du point de vue politico-économique autant que militaire, l'Afrique se battait encore pour sortir du sous-développement. C'est à cette époque du « choc des civilisations »¹ que les relations sino-africaines se sont développées de façon accélérée. Mais ce retour de la Chine vers l'Afrique se fonde sur une conception renouvelée et revêt une nouvelle signification, par suite du bouleversement des environnements interne et externe auxquels la Chine doit faire face.

Le 12 janvier 2006, au moment où Li Zhaoxing, ministre chinois des Affaires étrangères, effectuait une visite-tournée en Afrique (Libye, Mali, Sénégal, Cap-Vert, Libéria et Nigeria), le gouvernement chinois rendait publique sa conception des relations avec l'Afrique en publiant son premier document officiel sur « la politique de la Chine à l'égard de l'Afrique ». Mais la Chine n'avait-elle pas une politique bien définie vis-à-vis de l'Afrique depuis plusieurs décennies déjà ? Bien sûr que si, les *leaders* chinois considérant depuis longtemps déjà que « le fait de renforcer et développer la coopération amicale avec les pays africains est une partie importante de la politique étrangère pacifique et indépendante de la Chine »². De fait, Pékin avait simplement besoin de réitérer par ce document le « principe d'une seule Chine » comme base politique incontournable autour de laquelle développer les relations sino-africaines. L'année 2006 était l'occasion symbolique de faire le bilan car c'est également l'année du jubilé de l'établissement des relations diplomatiques sino-égyptiennes (le 30 mai 1956), lien qui a ouvert la porte du continent à la RPC. 2006, c'est aussi l'année du Forum de la coopération sino-africaine à Pékin, dit

1. Samuel P. Huntington, *Le Choc des civilisations*, Odile Jacob, Paris, 1997, traduit par Jean-Luc Fidel.

2. Déclaration de Hu Jintao, le président de la RPC.

« Forum de Pékin », un sommet inauguré en 2000, modèle de dialogue multipartite au cours duquel les Chinois font une intense promotion de leurs relations avec le monde anciennement dit « tiers ».

Le lendemain de la mise à jour de ce livre blanc gouvernemental, les médias chinois ont publié chacun deux communiqués de presse se voulant l'écho des relations sino-africaines. Par le premier communiqué, la Chine réitérait le respect du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays africains ; l'autre citait la firme pétrolière nationale chinoise qui avait acquis contre 2,3 milliards de dollars des droits sur le bloc OML130 du champ pétrolier Akpo au Nigeria³. Ces deux communiqués sont parfaitement représentatifs du caractère des relations sino-africaines actuelles. Mais il nous faut aller plus loin si nous voulons vraiment comprendre à quel ensemble se rattachent ces deux pièces d'un même grand puzzle. L'objectif de cet article consistera à montrer le choix stratégique de la RPC dans sa relation avec l'Afrique, dans un contexte redéfini, aussi bien pour la continuité que pour la rupture, et fera la part de la réalité et du mythe.

L'ÉMERGENCE PACIFIQUE : QUESTION DE LA STRUCTURE MONDIALE

L'émergence chinoise est une évidence. Ce phénomène d'ascension est considéré comme une opportunité, un défi et une menace, selon les points de vue. Pour les Américains, elle constitue par exemple une opportunité pour les affaires, un défi pour la configuration structurale internationale et certainement une menace en raison de la modernisation des forces militaires chinoises. La question centrale renvoie cependant au comment et aux conséquences de l'émergence de la RPC. Beaucoup ont fait le rapprochement de cette montée en puissance avec les cas de l'Allemagne et du Japon. Mais s'agit-il de l'Allemagne et du Japon d'avant ou d'après la Seconde Guerre mondiale ? En tout cas, pour ce qui est des conséquences, *The National Intelligence Council* américain établit une comparaison avec l'unification allemande au XIX^e siècle et la montée en puissance américaine au début du XX^e siècle, évolutions qui ont transformé l'architecture géopolitique, parfois de façon dramatique, au cours des deux siècles passés⁴.

La Chine pourra-t-elle émerger de manière pacifique ? Yan Xuetong, ancien élève de l'université de Californie à Berkeley et actuellement professeur à l'université Tsinghua, estime qu'une émer-

3. Site internet du ministère chinois des Affaires étrangères, page sur « <http://www.focac.org/fra/zt/dfzwcwj/t230927.htm> » [réf. du 12 février 2006].

4. Richard Armitage, « China the Emerging Power », *Yomiuri Shimbun*, 14 août 2005.

gence pacifique sera possible à condition que (1) la Chine ait la capacité de faire accepter son émergence pacifique ; (2) la Chine puisse émerger sans recourir à la guerre ; (3) la guerre ne soit pas nécessaire pour soutenir l'existence de la nation chinoise dans son processus d'émergence. Yan Xuetong privilégie les capacités qui permettront à la Chine d'exercer un pouvoir coercitif⁵.

Par contre, Pan Wei, également ancien de Berkeley et actuellement professeur à l'université de Pékin, fait observer qu'aucune émergence pacifique n'a jamais eu lieu dans l'Histoire. Il explique que l'émergence est un concept relatif et qu'à l'intérieur, la Chine doit faire face à des problèmes très sérieux, pendant qu'à l'extérieur, elle doit s'occuper de la remise en cause de sa souveraineté à Taïwan et à Hong Kong⁶. Selon Pan Wei, l'objectif de la Chine à moyen terme est d'améliorer son environnement immédiat et d'éviter de se placer sous l'influence des autres, et non de se préoccuper d'une émergence pacifique. Il en conclut que les autres puissances ne laisseront pas la possibilité à la Chine d'émerger même comme une puissance régionale. Elle doit en conséquence se préparer à mettre en œuvre une force militaire qui lui permette de lutter contre l'étouffement par les puissances existantes.

Partant des analyses de ces deux célèbres intellectuels chinois, on peut déduire le point suivant : si elle veut se dresser en tant que puissance, la Chine ne doit compter que sur elle-même pour améliorer ses capacités face à un environnement international jugé « hostile ». Par ailleurs, l'avenir non défini d'une Chine à statut de puissance est inquiétant, qui plus est du fait du concept « autres régimes autres mœurs » sur lequel est fondé la politique chinoise.

Richard Armitage, Secrétaire d'État adjoint américain, avance deux facteurs associés à l'émergence de la Chine et affectant les analyses et la prise de décision américaines⁷ : les capacités grandissantes de la Chine en tant que puissance et les intentions et objectifs stratégiques de la Chine. Armitage conclut que la Chine est sans doute émergente en termes de « force nationale globale » (*zonghe guoli*) dotée d'une intention et d'une capacité de promouvoir ses intérêts à travers l'exploitation de ses pouvoirs et de sa puissance. Toutefois, la stratégie chinoise à l'échelle mondiale reste difficile à discerner ou à qualifier précisément.

L'émergence chinoise est réelle et considérable. C'est pourquoi la thèse de la « menace chinoise » apparaît régulièrement dans l'opi-

5. Yan Xuetong, « Heping jueqi de fenqi yiyi ji celue » [La différenciation, le sens et la stratégie de l'émergence pacifique], disponible sur « <http://www.mlcool.com/html/02067.htm> » [réf. du 2 septembre 2005].

6. Pan Wei, « Diqiu shang conglai meiyou fasheng guo heping jueqi » [Il n'y a jamais eu d'« émergence pacifique » sur terre], *Ibid.*

7. Richard Armitage, *op. cit.*

nion publique américaine. La Chine est différente et unique. Les dirigeants chinois sont fiers de leur modèle de développement aux « caractéristiques chinoises » (*zhongguo tese*). La Chine est forte mais vulnérable : elle n'a jamais été aussi puissante dans son histoire contemporaine, mais sa prospérité économique risquerait une longue stagnation si elle devait correctement réévaluer sa monnaie tout comme le Japon a été forcé de le faire dans les années 90. La Chine est indépendante et dépendante : elle entrerait dans le chaos si son approvisionnement en pétrole brut était coupé, alors que Pékin dispose d'une grande liberté pour agir librement grâce à ses capacités nationales accrues.

L'émergence de la Chine motive sa présence en Afrique, continent où beaucoup reste à faire. Si les États-Unis sont condamnés à être une « puissance structurale »⁸, pourquoi pas la Chine au vu de son potentiel ? Ainsi, les États-Unis et la Chine en voie d'ascension s'observent-ils mutuellement en évitant le pire scénario, une confrontation dans les pays en développement, le continent africain en particulier.

L'IMPASSE DU TIERS-MONDISME : VIREMENT DU CAP POLITIQUE

Il est difficile de traiter la politique africaine de la Chine en faisant l'impasse du tiers-mondisme. Celui-ci se veut être une « troisième voie » entre le socialisme et le capitalisme, refusant de se soumettre à l'influence de l'un comme de l'autre. Pourtant, de nombreux pays en développement ont manifesté, jadis, leur sympathie pour le modèle marxiste, y compris la Chine : il y a eu la voie chinoise, la voie tanzanienne ou encore la voie algérienne. En fait, l'avance étatique par la voie tiers-mondiste est encourageante, mais plutôt illusoire.

Depuis l'effondrement du système soviétique, les concepts fondateurs du tiers-mondisme sont entrés dans une impasse, non seulement sur un plan politique, mais également en ce qui concerne la voie socialiste de développement. On note donc qu'il y a plusieurs « Tiers-mondes ». En premier lieu, des pays qui ont du mal à s'exprimer d'une seule voix, et surtout d'une voix forte, du fait de leur hétérogénéité de nature aussi bien politique qu'économique. En second lieu, les quelques pays qui ont, malgré tout, suivi les concepts fondateurs et ont plongé dans le marasme ou le chaos. C'est le cas de l'Algérie : la faillite économique a débouché en 1992 sur une guerre civile. Par contre, les pays qui ont abandonné les rêves tiers-mondistes ont connu de remarquables succès, dont le plus spectaculaire est celui de la Chine post-maoïste. Le fait que la Chine de Mao Zedong ne soit pas parvenue à se développer tandis que celle de Deng

8. Susan Strange, *States and Markets – An Introduction to International Political Economy*, Londres, Pinter Publishers, 1989, p. 24.

Xiaoping et de ses successeurs montre un tout autre visage illustre la différence entre le mythe et la réalité de l'idéologie tiers-mondiste chinoise.

Débarassée du verrou idéologique et du conflit avec l'URSS, la Chine de l'après-guerre froide dispose de plus d'opportunités, à l'intérieur comme à l'extérieur, pour devenir une puissance normale, construire un « pays riche et une armée forte » (*fu guo qiang bing*) tel qu'elle le souhaite depuis sa fondation. La RPC compte donc sur la création d'un contexte extérieur propice à son émergence en tant que pôle autonome dans le monde, ainsi que sur le renforcement de sa capacité nationale à travers ses « Quatre modernisations » (*si hua*) pour se doter des moyens de maîtriser son environnement intérieur et extérieur. Une question reste cependant à aborder : comment donner à ce défi un contenu réel ?

La Chine se réclame haut et fort de son image « tiers-mondiste ». Elle s'appuie sur ce caractère tiers-mondiste pour afficher une sorte de « légitimité » destinée à plaider en faveur d'un nouvel ordre international aussi bien politique qu'économique. Or, depuis l'après-guerre froide, son statut et son appartenance au « Tiers-monde » ont été remis en question en raison de sa vitalité économique et de son ambition politique mondiale. Par ailleurs, l'Afrique reste aujourd'hui l'un des rares continent offrant encore une caisse de résonance à cette idéologie chinoise. Pour consolider ses liens avec l'Afrique, la Chine ne cesse de chercher un « ennemi commun », physique ou moral. Et François Lafargue avance déjà : « La Chine, une puissance africaine »⁹, du fait de la présence croissante et diversifiée de la Chine en Afrique, moyen de promouvoir sa place à elle dans le monde et plus particulièrement son *leadership* dans le « Tiers-monde ».

UN INTÉRÊT RETROUVÉ POUR L'AFRIQUE

Les Chinois répètent souvent que « la stabilité est primordiale ». Pourtant, la politique étrangère de la Chine a souvent été très critiquée pour son instabilité. Il en est de même pour sa politique à l'égard de l'Afrique. Depuis la fin de la guerre froide, le continent noir jouit d'une certaine constance de position de la part de son nouvel allié chinois. Cela peut s'expliquer par la plus ample liberté d'action acquise par la Chine en Afrique grâce à la décentralisation du système mondial. En effet, il n'existe plus de nécessité de lutter pour le continent africain et contre l'encerclement par la puissance soviétique. L'Afrique représente désormais un « intérêt particulier » pour la RPC, plus précisément un intérêt multidimensionnel et multi-forme. L'on peut en distinguer quatre aspects :

9. François Lafargue, « La Chine, une puissance africaine », *Perspectives chinoises*, n° 90, juillet-août 2005, pp. 2-10.

– Reconfiguration du rapport des forces : c'est, depuis la guerre froide, la raison essentielle qui lie la Chine à l'Afrique, car la Chine n'a jamais accepté la bipolarité. Mais cet objectif voit naître une nouvelle mission aujourd'hui : les efforts de partenariat entrepris par la Chine en Afrique renvoient au désir de créer un monde multipolaire. La Chine veut définir elle-même le *statu quo* actuel du monde et non le maintenir suite à son émergence. Les relations sino-africaines de partenariat permettent ainsi à la Chine de briser l'encerclement américain qui s'appuie sur la théorie de la « menace chinoise ». La conception chinoise du monde multipolaire signifie, pour les Chinois, que la *pax americana*, née de la notion de la politique de puissance, est obsolète.

Pour encadrer la Chine dans le monde triomphant du libéralisme, la *pax americana* offre une stabilité hégémonique à la région dans laquelle le pays se trouve. Face à des « États voyous » (*rogue state*) ou à des « États en faillite » (*failed state*), elle préconise des régimes et normes en accord avec les critères de Washington. L'ordre américain est entré dans une phase de « gouvernance hégémonique », une notion qui va à l'encontre de la « gouvernance globale ». Cette gouvernance permet à l'hégémon d'employer un pouvoir coercitif et d'étendre son idéologie dans le but de construire ou de maintenir un ordre mondial en faveur de son *leadership*. Le cas de l'Irak illustre bien cette nature de l'ordre hégémonique selon la *pax americana* et les dirigeants chinois sont bien conscients de cette situation.

Le rapprochement sino-africain doit se baser sur quelque chose de concret. C'est pour cela que Hu Jintao, le président chinois, a proposé d'établir un « partenariat stratégique » entre les deux parties du monde lors de sa visite au Nigeria, le 27 avril 2006. Pour y parvenir, il a invité l'Afrique à œuvrer avec la Chine sur cinq points essentiels¹⁰ : renforcer la confiance politique mutuelle, étendre la coopération économique « gagnant-gagnant », intensifier les interactions culturelles, renforcer la coopération autour de la sécurité et maintenir une coordination proche dans les affaires internationales. La tournée de Wen Jiabao, Premier ministre chinois, en juin 2006, a plutôt été entreprise pour soigner l'image chinoise en Afrique. Le « partenariat stratégique » proposé de nouveau par Wen Jiabao a dû être repositionné sur les thèmes de « la sincérité, l'amitié, l'égalité et l'intérêt mutuel ». L'idée n'est pas nouvelle, mais au moins, elle n'impose aucune « contrainte politique » et « la Chine ne veut pas exporter sa propre valeur et son modèle de développement », ce que Wen Jiabao a répété à chacune de ses étapes de sa tournée¹¹. La teneur du message doit être claire : la Chine n'est pas du tout une menace en Afrique.

10. Discours de Hu Jintao adressé au parlement nigérian le 27 avril 2006.

11. « Pékin renforce sa coopération économique avec le continent africain », *Le Monde*, 6 juin 2006.

– Avancée vers la réunification nationale : sans la concurrence de Taïwan, l'intérêt de la Chine pour l'Afrique serait certainement moins marqué. Transporter sur le continent africain la « question taïwanaise », pourtant qualifiée par Pékin d'« affaire intérieure », a donc pour objectif de réduire la marge de manœuvre internationale de Taïpeh. De plus, par ce biais, Pékin espère limiter les efforts de Taïpeh pour internationaliser les conflits « inter-chinois » à travers toute conjoncture inter-étatique. La surenchère diplomatique entre les deux Chine pour l'Afrique est d'autant plus aiguë que le système mondial est bouleversé et que l'évolution pro-indépendantiste s'accélère à Taïwan. Cette situation transforme peu à peu la thèse de l'« impossible réunification »¹² en une réalité et augmente la ferveur irrédentiste des dirigeants chinois, qui fut particulièrement vive durant les années 90. Sur le plan diplomatique, le cas du Niger en 1992 est révélateur, puisqu'il a reconnu la RPC au moment où la Chine sortait de l'ombre des événements de Tian'anmen¹³.

Après le virement sud-africain en faveur de Pékin en 1998, les deux côtés du détroit de Taïwan sont entrés dans une phase de « détente » des « guerres diplomatiques » en Afrique. Le cas libérien de 2003 n'a pas modifié cette tendance. En effet, Taïpeh n'avait guère investi dans ses relations avec le Libéria. Un parlementaire taïwanais avait même déclaré, en parlant de la perte de cet allié, qu'« il n'est pas regrettable de jeter une chose qui n'a pas de goût »¹⁴. Cette déclaration a priori inacceptable n'avait suscité que peu d'indignation publique à Taïwan. Il semblerait que le départ de Monrovia ait même déchargé Taïpeh d'un fardeau suite à la reprise de la guerre civile au Libéria. Deux ans après le Libéria, le Sénégal a décidé de rompre les relations diplomatiques avec Taïwan, suite à « une analyse objective et approfondie de la géopolitique mondiale et [qui] correspond parfaitement aux intérêts fondamentaux du Sénégal et à l'esprit de sa nouvelle diplomatie »¹⁵ inspirée et définie par Abdoulaye Wade. La perte du lien officiel avec le Sénégal est beaucoup plus gênante pour Taïpeh qui venait d'investir lourdement au Sénégal et se sentit légitimement humiliée par la brutalité de cette rupture, au moment où, en outre, Dakar venait de réaffirmer son soutien à Taïwan dans sa revendication à une reconnaissance par l'ONU¹⁶. Si l'épisode sud-afri-

12. Jean-Pierre Cabestan, *Taïwan-Chine populaire : l'impossible réunification*, Paris, Dunod, 1995.

13. Voir nos études, « Pékin et Taïpeh : les enjeux africains », *Géopolitique africaine*, n° 10 - printemps, avril 2003, pp. 239-254.

14. Wu Yu-wen, « Li wei: laiguo shi zhi wuwei, qi zhi bu kexi » [Parlementaire : le Libéria n'a pas de goût, ce n'est pas regrettable de le jeter.], *ettoday* (journal électronique), disponible sur « <http://www.ettoday.com>. 2003/10/12303-1526917.htm » [réf. du 12 décembre 2004].

15. Le communiqué publié par le ministère des Affaires étrangères du Sénégal le 25 octobre 2005.

16. « Senegal received 150 million dollars in Taiwan aid », *AFP*, 6 novembre 2005.

cain avait fermé un chapitre de la rivalité entre les deux Chine en Afrique, celui du Sénégal manifesta leur nouvelle confrontation diplomatique. Le Tchad, qui a renoué des relations diplomatiques avec Pékin, au détriment de Taïpeh, le 6 août 2006, en est l'exemple le plus récent. Depuis, Taïpeh ne maintient plus de relations diplomatiques qu'avec 24 pays au monde, dont 5 en Afrique (Burkina Faso, Gambie, Malawi, São Tomé-et-Principe et Swaziland).

La récente visite du président taïwanais Chen Shui-bian sur le continent africain a créé une très grande « surprise » à Pékin. Il s'agissait d'une visite de quatre heures à Tripoli, le 12 mai 2006, pour rencontrer Khadafi après un voyage officiel en Amérique latine. La visite fut courte mais pas sans conséquences. Le thème de l'ouverture de bureaux de représentation à Taiwan et en Libye a notamment été abordé lors de cette rencontre. Pour Pékin, « cette visite aura un impact négatif sur les relations bilatérales avec Tripoli », rapporte le *China Daily*¹⁷, une annonce qui incite en fait la Chine à travailler plus dur afin de garder la Libye de son côté. Bien que s'étant abstenue d'émettre le moindre commentaire à ce propos, Washington a rétabli ses relations diplomatiques avec Tripoli, juste trois jours après, le 15 mai. Les actions de Pékin et de Washington ont donc ainsi successivement et implicitement qualifié la visite de Chen Shui-bian de « succès diplomatique ».

- Conquête de nouveaux marchés : la configuration de l'eldorado africain est un phénomène récent. La prospérité commerciale entre la Chine et l'Afrique fait beaucoup rêver. Ces liens commerciaux favorisent la construction de structures relationnelles plus solides et contribuent à une croissance économique durable en Chine. Il s'agit donc d'une composante indispensable du développement de sa « force nationale globale ». Ainsi, la stratégie géoéconomique de la RPC succède-t-elle à sa géopolitique. Et surtout, la Chine s'appuie beaucoup sur la « légitimité par les performances »¹⁸ du gouvernement communiste depuis sa politique d'ouverture de 1978 : l'économie doit être maintenue performante si le Parti communiste chinois veut conserver la légitimité de son pouvoir. En effet, un ralentissement économique susciterait un chaos et remettrait en cause tout l'ordre établi de la société chinoise.

Le rapide développement du commerce sino-africain montre donc que l'afro-optimisme n'est plus un mythe. La Chine peut vendre à l'Afrique des produits à faible coût et au contenu technologique aussi bien faible que fort (*low-cost low-tech and low-cost high-tech*), pro-

17. « L'escale 'surprise' du président taïwanais en Libye enrage Pékin », *AFP*, 12 mai 2006.

18. Russ Howard, « Discussion of "The Chinese Security Concept and Its Historical Evolution" », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, n° 27, 2001, p. 291.

duits adaptés aux besoins et placés à la portée des pays africains. La pénétration accélérée des marchandises *made in China* en Afrique, dopée par le dynamisme commercial, repose en priorité sur ces deux caractéristiques industrielles de la Chine. Mais la Chine ne peut bénéficier constamment d'échanges excédentaires avec le continent noir, suite à un surplus d'importations de pétrole brut d'Afrique. Bien qu'en valeur relative le commerce sino-africain reste encore faible, soit légèrement plus de 2 % de la totalité des échanges extérieurs de la Chine, les marchés africains n'en sont pas moins des débouchés prometteurs pour les produits chinois, banalisés ou à fort contenu technologique. En 2005, le montant commercial sino-africain a franchi le cap des 30 milliards de dollars que les *leaders* chinois s'étaient imposés comme un défi, pour atteindre un record de 39,74 milliards (1,665 milliard de dollars en 1990). Cet élan a propulsé la Chine au 3^e rang des pays qui commercent avec l'Afrique, après les États-Unis et la France. La valeur totale du commerce sino-africain est même très supérieure à celle du commerce sino-russe, alors que la Russie est un partenaire commercial naturel. Aux yeux des Chinois, le potentiel des marchés africains représente un soutien idéal pour la future expansion économique de leur pays. C'est pourquoi la Chine est à la poursuite d'une relation plus cohérente avec l'Afrique.

- Accès aux ressources naturelles : continent-nation riche en ressources naturelles, la Chine, pour alimenter son développement économique, doit importer une quantité de plus en plus importante de ressources naturelles – minéraux, bois, métaux, et surtout hydrocarbures, l'inefficacité de sa production et la croissance rapide du nombre de véhicules en étant pour partie la cause¹⁹. À partir de 1993, la Chine est devenue importateur de pétrole brut. Cette carence est estimée pour 2010 à peu près à 3 millions de barils par jour, soit 45 % des besoins réguliers du pays²⁰. Ce handicap pèse fortement sur la sécurité nationale du pays. L'Afrique, de son côté, fournit actuellement 28 % des hydrocarbures importés par la Chine, en provenance principalement d'Angola, mais aussi du Soudan et du Congo-Brazaville. L'Angola a même remplacé l'Arabie Saoudite comme premier pays fournisseur de la Chine durant les trois premiers mois de 2006²¹.

19. La Croissance du nombre de véhicules est au rythme annuel de 5 millions en partant des 23 millions actuels. Voir Flynt Leverett et Jeffrey Bader, « Managing China-US Energy Competition in the Middle East », *The Washington Quarterly*, vol. 29, n° 1, hiver 2005-2006, p. 189.

20. Sergei Trough, « China's Changing Oil Strategy and Its Foreign Policy Implications », *CNAPS Working Paper*, Washington D.C., Brookings Institution, 1999, p. 3.

21. « China gives Angola \$2 bln in fresh credit », *Reuters*, 21 juin 2006.

Les investissements chinois dans les champs pétrolifères au Soudan lui ont rapporté des réserves en hydrocarbures très significatives²² puisqu'elles représentent la moitié de la production des gisements acquis par la Chine à l'étranger. Au-delà, ils constituent le socle d'un complexe relationnel « de clients et d'alliés » qui se manifeste par les initiatives offensives de la « diplomatie du pétrole » chinoise. La Chine a, par exemple, menacé en septembre 2004 d'utiliser son droit de veto de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, pour s'opposer à l'adoption de la résolution 1564 à l'initiative des États-Unis portant sur des sanctions pétrolières contre le Soudan, conséquence du conflit militaro-humanitaire dans le Darfour. Cet incident indique la force du lien entre Pékin et Khartoum. Plus tard, en mars 2005, la Chine a manifesté encore une fois sa solidarité avec le Soudan au sujet des événements au Darfour en s'abstenant au Conseil de sécurité pour les résolutions 1591 (sanctions internationales) et 1593 (poursuite et traduction juridique des criminels de guerre) contre le Soudan. Elle a seulement donné son accord sur la résolution 1590 (24 mars 2004) concernant l'envoi d'une mission onusienne de maintien de la paix. Mais dès août 2005, elle a envoyé 200 camions militaires au Soudan pour l'aider à contourner l'embargo américain sur les ventes d'armes à destination de ce pays²³.

SIX SCÉNARIOS

Des quatre aspects mentionnés ci-dessus, nous pouvons déduire quatre facteurs dominants dans les interactions sino-africaines de l'après-guerre froide : (A) la suprématie américaine ; (B) la question taïwanaise ; (C) le marché africain ; (D) les ressources naturelles africaines.

Là où les deux premiers relèvent du politique, les deux derniers sont plutôt du domaine de l'économique. L'intérêt est de déterminer ce qui relie ces deux sphères de facteurs. Ce pont est construit au-dessus d'une préoccupation vitale : la création de capacités (en termes structuralistes) ou bien de pouvoir (en termes réalistes). Cette préoccupation sera soutenue par deux notions : multipolarité systémique et force nationale globale. Nous proposerons ci-dessous six scénarios binômes, paradigmes simples mais utiles pour produire d'autres simulations plus complexes :

22. Voir nos études, « Le pétrole, nouvelle dimension des relations sino-africaines », *Géopolitique africaine*, n° 14 - printemps, avril 2004, pp. 67-79.

23. Any Bourrier, « La Chine, un vendeur d'armes irresponsable », *RFI*, 13 juin 2006.

1) A + B :

Cette combinaison peut avoir des conséquences à la fois positives et négatives, selon que les moyens employés par Pékin vis-à-vis de la question taïwanaise seront pacifiques ou provocateurs. Aspect conflictuel : comme Pékin n'a jamais renoncé à l'éventualité de récupérer Taïwan par la force, la structure internationale pourrait se retourner contre elle. Aspect consensuel : une Chine plus conciliante dans ses interactions avec Taïwan favoriserait son intégration à la communauté internationale. Mais selon l'avis de ses dirigeants, la Chine risque de perdre définitivement l'île par cette méthode jugée « molle ». Une « politique de détour » est enfin venue au secours de ce dilemme : Pékin attaquerait d'abord la « contradiction secondaire » pour pouvoir ensuite mieux résoudre la « contradiction principale ». Il s'agit de la structure internationale et de Taïwan : l'idée serait de construire un meilleur contexte extérieur pour mieux résoudre le problème « intérieur ».

2) A + C :

L'association de ces deux facteurs porterait atteinte aux intérêts chinois, vu les influences américaines, britanniques et françaises sur le continent africain. Les États-Unis ont enregistré des progrès et des acquis, conséquence de la perte d'influence de l'ex-URSS en général et de la situation de certains États africains en particulier. Par ailleurs, les États-Unis se sont métamorphosés en « hyperhégémonie »²⁴ après le 11 Septembre. Néanmoins, la Chine est un fournisseur non négligeable de biens de consommation et d'industrie aux pays en développement. Les deux facteurs pourraient être convergents car une meilleure pénétration des marchés africains et l'accroissement des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique favoriseraient la construction d'une structure internationale telle que les Chinois la souhaitent (dans le sens de « C contre A »). Le Forum de Pékin est un excellent exemple à cet égard. Ce groupe afro-asiatique pourrait coopérer et se montrer solidaire à l'encontre de l'hégémonie américaine pour certains sujets, mais pas dans tous les domaines. Par ailleurs, la Chine devrait contribuer davantage, comme les autres grandes puissances, à la suppression des dettes africaines et à la création de projets conjoints avec l'Afrique.

3) A + D :

Les deux intérêts sont conflictuels car la Chine irait se confronter aux intérêts des Occidentaux, implantés de longue date sur le continent africain. Le fait est que la Chine a un grand besoin de matières premières en abondance sur le continent africain, mais elle y est la

24. Ignacio Pamonet, « Le nouveau visage du monde », *Le Monde diplomatique*, décembre 2001, p. 1.

dernière venue par rapport aux Occidentaux. La Chine ne dispose pas non plus de moyens pour monopoliser telle ou telle ressource naturelle africaine au détriment de ses concurrents occidentaux. Enfin, l'axe pétrolier qui relie la Chine à certains pays africains controversés est considéré comme un facteur perturbateur de l'ordre international. C'est pourquoi le rapprochement sino-soudanais par le biais des hydrocarbures demeure aussi polémique.

4) B + C :

La présence diplomatique de Taïwan sur le continent africain ne se base sur le motif économique. En outre, le facteur économique ne joue pas de rôle décisif dans la compétition diplomatique entre les deux Chine en Afrique. En 2002, la valeur commerciale des échanges entre Taiwan et l'Afrique était de 3,3 milliards de dollars alors que celle entre la Chine et l'Afrique s'élevait à 18 milliards. De plus, la Chine avait annoncé vouloir doubler cette valeur commerciale à court terme, lors de la réunion de suivi du Forum de Pékin à Addis-Abeba en 2003. D'un point de vue historique, l'intention déclarée de la Chine n'est pas sans fondement, car, comme nous l'avons évoqué plus haut, la valeur commerciale des échanges sino-africains a franchi la barre des trente milliards de dollars en 2005. Taïwan aura du mal à rattraper la Chine pour le commerce avec l'Afrique. Mais le renforcement des liens commerciaux avec l'Afrique peut conforter la confiance des Taïwanais dans leur pénible guerre politique avec la Chine. Cela dit, très souvent, la réalité des bonnes relations commerciales ne se transforme pas automatiquement en force pour la politique bilatérale, faute de volonté ferme d'une partie concernée. La situation taïwano-nigériane en est un bon exemple. Bien que la valeur annuelle du commerce atteigne 500 millions de dollars, avec une balance en faveur du Nigeria pour un montant de 150 millions, les relations politiques restent médiocres.

5) B + D :

Tout d'abord, Taïwan n'est pas dépendante des ressources naturelles africaines, sauf en ce qui concerne l'Afrique du Sud. Ensuite, Taïwan n'a pas construit de lien important en matière énergétique avec les pays africains. Certes, 25 % du brut de Taïwan provient d'Afrique, mais l'île se le procure sur le marché régulier. En effet, Taïwan l'achète à 80 % au Nigeria, même si celui-ci n'est pas un allié politique. Les achats taïwanais de brut à l'Afrique ne contribuent pas aux relations de l'île avec cette dernière, par manque d'investissement direct sur place en la matière. C'est donc la loi du marché qui domine. En fait, la deuxième région, après le Proche-Orient, à être ciblée par Taïwan pour ses approvisionnements futurs en énergie, c'est le continent latino-américain. En effet, l'Équateur, à lui seul, a déjà attiré 700 millions de dollars d'investissement taïwanais dans les champs pétroliers. La firme pétrolière nationale de Taïwan, la *China*

Petroleum Corp. (CPC) y est classée en neuvième position par le montant de l'impôt sur le revenu qu'elle acquitte dans ce pays.

Après que le Tchad fut devenu pays producteur de pétrole en octobre 2003, le gouvernement taïwanais a ordonné à la CPC de s'engager dans la prospection et le forage du pétrole tchadien. Un acte de coopération dans le domaine du pétrole a été signé entre les deux pays en 2004. La CPC, qui ne menait qu'une politique d'achat en Afrique, s'est montré très réservée quant à une participation directe à l'exploitation au Tchad, bien qu'elle ait conclu en 2005 un marché pour acquérir les droits de prospection dans trois blocs rendus par la firme canadienne EnCana au gouvernement tchadien. Les efforts taïwanais devraient cesser par suite de la rupture des relations diplomatiques bilatérales en août 2006. Taïpeh s'intéresse d'autre part à la Gambie et à São Tomé-et-Principe. Mais ses actions s'arrêtent à la formation de techniciens dans ces deux pays ouest-africains.

6) C + D :

Les deux facteurs (C et D) pourraient aller de pair car ils se renforcent l'un l'autre. La recherche de la Chine en Afrique pour le marché et les matières premières résulte de sa stratégie de « sortir des frontières » (*zou chu qu*). Un meilleur taux d'occupation du marché africain en faveur de la Chine l'aiderait à acquitter ses factures d'achats de ressources naturelles africaines. De même que l'intérêt de la Chine pour les ressources naturelles africaines l'amènerait à approfondir ses liens commerciaux avec ce continent et à s'insérer davantage encore sur ce marché. Tel est le cas de la relation avec le Nigeria et l'Angola. Les aides financières de la Chine vers l'Afrique constituent une plate-forme encourageant les liens en matière de commerce et de ressources naturelles entre ces deux parties du monde. La Chine s'appuie sur sa politique d'« aide comme commerce » (*aid for trade*) pour créer un retour pour les exportations chinoises vers l'Afrique.

VERS UN BLOC SINO-AFRICAIN ?

Que recherche la Chine en retour de ses relations avec l'Afrique ? L'Afrique est devenue une alternative rationnelle pour la Chine. Une Afrique marginalisée, pessimiste, voire abandonnée telle que les manuels de relations internationales la décrivent n'existe absolument pas dans le vocabulaire chinois. Peut-être est-ce grâce à ce cliché occidental « négatif » sur l'Afrique que la diplomatie chinoise a pu bénéficier d'un climat favorable, sans être gênée par les puissances occidentales. Il s'agit d'un « gain relativement abondant » en matière de distribution des pouvoirs et de puissance, marges indissociables à mettre en place au gré de l'évolution de la structure et de la polarité dans la vie internationale.

Les progrès des relations sino-africaines dans l'après-guerre froide laissent-ils présager du futur succès d'un bloc né d'une « communauté de destin » ? S'agit-il de la création d'un second pôle (des désavantagés) face à l'Occident ? Ou bien d'un groupe (nationaliste tiers-mondiste) qui dirait « non » à l'Occident ? Enfin, ce rapprochement ne serait-il qu'un curieux tour de passe-passe dont la solidarité tiers-mondiste resterait l'alibi ? L'Afrique est toujours considérée comme une « chasse gardée » de l'Occident, en particulier de la France et de la Grande-Bretagne, aux niveaux aussi bien politique qu'économique. La nouvelle percée de la Chine en Afrique s'est faite en grande partie grâce à la désintégration du système bipolaire. Désormais, l'Afrique s'offre comme un nouveau terrain de « chasses croisées » pour la Chine et l'Occident.

Les relations étatiques doivent interagir de façon bilatérale, mais bien que le rôle de l'Afrique concoure aux visées mondiales de la Chine, son impact sur la politique étrangère chinoise paraît encore faible. En effet, la Chine privilégie souvent des pays limitrophes, faisant partie d'un pôle d'attraction régional. En outre, un bloc ou une alliance exige un certain degré d'homogénéité au niveau de la vision stratégique, des valeurs sociales ou encore de la logique de gouvernance et de la convergence des intérêts. Or, tel n'est pas le cas des relations sino-africaines.

Les affinités sino-africaines restent encore limitées et tiennent compte en premier lieu d'intérêts immédiats, en dépit des intentions chinoises de jouer un rôle fédérateur sur ce continent qui ne fait pas toujours preuve d'une grande cohérence. À plus petite échelle, les hostilités racistes entre les étudiants chinois et africains, survenues sporadiquement dans les campus en Chine, rongent de l'intérieur ces affinités²⁵. Il s'agit donc plutôt d'un rapprochement centré sur des domaines stratégiques et vitaux pour la Chine.

L'influence et la présence de la Chine concernent désormais toutes les régions du continent africain. Mais l'attention chinoise est davantage retenue par un nombre restreint de pays africains bien visés par rapport à des intérêts ciblés. Il s'agit d'une « Afrique privilégiée », celle des pays afro-arabes, des pays subsahariens mais côtiers de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest et de l'Afrique australe. Les moyens employés par la Chine vis-à-vis de ces groupes de pays sont multi-dimensionnels, allant d'échanges commerciaux à une stratégie internationale, afin d'approfondir leurs relations. C'est une politique étrangère tous azimuts qui recourt à tous les moyens disponibles et

25. D'après l'étude empirique de Sandra Gillespie, ces conflits racistes, qui existent depuis l'époque de Mao Zedong, sont exacerbés avec le développement économique de ces dernières années en Chine. Ils sont cependant toujours soigneusement cachés par les autorités chinoises pour des raisons politiques. Voir Sandra Gillespie, *South-South Transfer, A Study of Sino-African Exchanges*, New York, Routledge, 2001, pp. 169-170.

possibles. Pour l'« Afrique marginalisée », c'est-à-dire l'ensemble des pays qui ne sont pas sur cette liste privilégiée, le modèle d'interaction reste en revanche inchangé : un troc entre aide financière et soutiens politiques. Dans ce sens, des bâtiments officiels et sportifs érigés avec la main d'œuvre chinoise et offerts clé en main par le gouvernement chinois continuent à émerger du sol dans les capitales de ces pays, comme unique symbole de leur solidarité.

Cette politique « à deux mesures » nous fait douter de la naissance prochaine d'un bloc sino-africain. D'ailleurs, contrainte dans ses capacités, la Chine actuelle ne dispose pas d'assez de moyens pour remplacer les puissances occidentales sur le continent africain. Elle pourra cependant y trouver une place plus ou moins digne du statut de puissance qu'elle cherche à se donner.

UN CHALLENGER OU UN PARTENAIRE ?

Le « changement » constitue un défi perpétuel pour les sciences sociales, et l'analyse de ce changement dans les politiques étrangères ne saurait faire exception. Là où les révolutions mondiales de 1989 avaient annoncé la fin de la guerre froide, les attentats du 11 septembre 2001 ont marqué en revanche un point tournant dans la période post-guerre froide. Si le terme « post » peut être considéré comme synonyme de « contre », ou même signifier un *endism* historique, on est cependant amené à regretter avec « nostalgie » certaines « vertus » de la guerre froide. En effet, dans cette période post-guerre froide, on est passé d'une ère où les conflits civils à l'intérieur des États étaient placés sous contrainte afin qu'une solution soit enfin trouvée, à une ère de guerre mondiale contre un ennemi universel mais inconnu, le terrorisme, alors que pendant la guerre froide, il n'y avait pas de guerre interétatique qui impliquât directement les grandes puissances. Dans l'« État universel homogène »²⁶, concept hégélien, de l'après-guerre froide, il n'y a plus qu'une guerre « avec ou contre » l'hégémonie américaine, appuyée par son hyperpuissance. Ce nouveau contexte incitera-t-il Pékin à s'intégrer au système international ou à s'ériger en ultime « dissident » ?

Le terrorisme international n'a jamais affaibli les États directement concernés. Les États-Unis réagissent de même face aux États et groupes dit « voyous ». Par ailleurs, l'ordre international est un reflet de l'organisation stratégique des grandes puissances. C'est pour cela qu'on voit la Chine, le Soudan ou encore la Libye, s'aligner du côté de la cause universelle anti-terroriste après les événements du 11 Septembre.

26. Charles Zorgbibe, *L'avenir de la sécurité internationale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 31.

La Chine, que George Bush junior avait présenté au cours de sa campagne présidentielle comme un « concurrent stratégique » qu'il fallait « contenir », a ouvertement manifesté son soutien au combat de Washington contre le terrorisme international. Pékin a même voté, pour la première fois au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, contre l'Afghanistan, pays dont elle a vocation à être solidaire, et en faveur d'une riposte militaire occidentale avec à sa tête les Américains. Pour l'instant, la Chine est sans doute une grande gagnante dans l'ère post-11-Septembre, puisqu'elle est occupée à recueillir des bénéfices politiques pour avoir offert sa voix à la cause anti-terroriste occidentale.

Que vont devenir ces relations dans cette nouvelle phase post-guerre froide ? Nous proposons deux observations, vues sous les angles politique et économique :

- 1) Du point de vue politique, l'avenir des relations sino-africaines ne dépend ni de la Chine ni de l'Afrique, mais plutôt des conséquences des interactions entre la Chine et les grandes puissances. Or, il n'y a jamais eu de précédent où la Chine aurait vaincu ces dernières lors de conflits d'intérêt pour l'Afrique pendant la guerre froide. De plus, ce n'est pas la présence chinoise en Afrique qui aura permis de mettre un terme à cette période de l'histoire. La Chine n'a actuellement pas d'ennemi déclaré et elle a besoin de temps pour rattraper son retard avec son rival occidental. La Chine acceptera donc la structure mondiale imposée par les grandes puissances, même si ce n'est pas ce qu'elle aurait souhaité. Combien de temps cette politique de « cohabitation » acceptée par la Chine pourra-t-elle durer, même si pour le moment, elle est la grande gagnante du mouvement anti-terroriste ?

D'autre part, la rivalité pour l'Afrique entre la Chine et Taïwan n'ébranlera guère les fondements des relations entre les deux rives du détroit de Taïwan. Leur compétition politique en Afrique est plus tactique que stratégique. Or, cette situation peut apporter un soutien psychologique à la confiance collective tant pour les Taïwanais que pour les Chinois. Ces derniers savent bien que le temps pourrait jouer en leur faveur. Pékin pratique donc désormais la politique de l'attentisme. C'est pour cela que les autorités de Pékin, y compris les nouveaux dirigeants qui ont succédé à Jiang Zemin, réagissent de moins en moins publiquement aux offensives politiques de l'île, ce afin d'éviter des conséquences perverses.

- 2) Le rapprochement sino-africain dans l'après-guerre froide est parti d'une exigence politique internationale, mais a été rapidement doublé d'un impératif économique et commercial lié aux besoins domestiques de la Chine. Sous l'impulsion de la stratégie chinoise « sortir des frontières » pour la promotion com-

merciale, l'Afrique est devenue une aubaine pour l'écoulement de la production chinoise, des exportations qui vont des marchandises à bas prix aux équipements à fort contenu technologique. Du point de vue économique, la Chine devrait se rapprocher davantage de l'Afrique, car c'est un besoin de sa politique intérieure. La Chine ne peut pas être une puissance mondiale politique si elle n'a pas d'influence économique. Il s'agit donc d'une volonté affichée de sa part, face au ralentissement de la demande intérieure. Composante essentielle pour l'émergence d'une autonomie puissante, c'est la « question du pétrole » qui déterminera si la Chine parviendra à entrer dans le futur club des puissants. Reste que l'on peut se demander si la pénétration économique de la Chine sur le continent noir ne deviendra pas un pillage déguisé dans le solidarisme tiers-mondiste, comme l'ont pratiqué avant les grandes puissances occidentales. Ou bien ces relations seront-elles affectées par l'évolution des rapports mondiaux qui influent sur la Chine et ses pairs aux économies développées, en particulier après son entrée à l'OMC ?

Les échanges sino-africains sont qualifiés par les Chinois de modèle de la complémentarité, une complémentarité qui pourtant finit par se restreindre à un échange de produits finis ou semi-finis contre des matières premières. Les Chinois sont habiles à réitérer le bénéfice mutuel du développement économique en Afrique, alors que les Américains n'y parlent haut et fort que de la cause anti-terroriste. Les Chinois promettent donc un avenir africain « made in China » pour une prospérité conjointe économique dans le cadre du Forum de Pékin. Ainsi, certaines dettes africaines vis-à-vis de la Chine ont été annulées par le processus du Forum de Pékin, d'un côté. Pékin accorde de multiples prêts financiers qui jouent actuellement un rôle de cheval de Troie pour la meilleure pénétration économique des Chinois en Afrique, de l'autre. Ce crédit chinois est pourtant très bienvenu en Afrique car sans conditions ni exigence de transparence et couplé d'un service « clefs en main ».

CONCLUSION : UN RAPPROCHEMENT AVEC DES SURSAUTS

Depuis qu'elle existe, l'alliance sino-africaine a toujours constitué pour la Chine un complément utile de ses relations avec les grandes puissances mondiales. L'Afrique, jusqu'ici une alternative politique et économique pour la Chine, devient cependant aujourd'hui un partenaire privilégié à part entière dans les relations extérieures chinoises, du fait que la Chine y trouve un soutien politique pour lutter contre l'hégémonie américain et l'indépendantisme taïwanais, ainsi qu'un soutien économique pour les débouchés commerciaux et les ressources en matières premières.

L'Histoire fut décisive en 1989. Depuis, la Chine mène une politique étrangère à profil bas tout en cherchant à se rapprocher de l'Afrique qui souffre aussi du désintérêt du monde suite à la fin du système bipolaire. La Chine s'est taillé un rôle de *leadership* sur le continent en se voulant fédératrice d'une « communauté de destin » autour des droits de l'Homme et de la menace d'ingérence internationale contre la souveraineté. Aujourd'hui, la volonté chinoise d'être présente en Afrique va toujours de pair avec l'ambition de conserver sa place dans le Tiers-monde et d'illustrer son haut profil moral et conceptuel en déployant tout ce qui est en son pouvoir pour configurer un monde multipolaire.

L'Afrique n'est plus une chasse gardée de l'Occident, mais désormais une chasse croisée entre des puissances extra-régionales : les nouveaux arrivants que sont les Chinois et les Américains, non-assimilés, et les Européens, dont la présence résulte d'une tradition historique. L'apparition successive de *Chinatown* dans les capitales des pays africains témoigne du recul de cette tradition historique. La différence est que la Chine mène une politique très « souple », une souplesse extraordinaire que les Chinois considèrent comme « pragmatique », se débarrassant d'abord des contraintes morales et évitant par la suite de se mêler dans les contentieux internes et interétatiques africains, à l'exception des sujets qui touchent à ses intérêts vitaux, en l'occurrence le ravitaillement en hydrocarbures. En effet, l'Afrique est l'eldorado où la Chine s'approvisionne relativement facilement en pétrole brut, un succès remarquable réalisé grâce à sa stratégie de rapprochement des pays parias, sans conditions ni jugement moraux. C'est la raison pour laquelle des pays africains mis au ban de la communauté internationale cherchent toujours à « regarder vers l'Est » (en particulier le Nigeria de Sani Abacha et le Zimbabwe de Robert Mugabe), visant dans les faits l'allié chinois, afin de réduire l'influence des puissances occidentales et des organisations internationales considérées comme des instruments politiques des Occidentaux et de leur refus.

Des liens économiques plus étroits ne mènent pas nécessairement à une convergence politique, même si la Chine a réussi à s'ériger comme porte-parole du monde des désavantagés. Sous l'effet de la mondialisation économique, la Chine est devenue l'atelier du monde et grignote les marchés appartenant auparavant aux pays africains. La levée des quotas globaux sur les exportations de textiles et de vêtements en janvier 2005 en est un très bon exemple. Ce changement de réglementation affecte notamment de petits pays africains tels que la Namibie ou l'île Maurice, pourtant en faveur de la Chine²⁷. Mais les dégâts seront de plus en plus importants car les producteurs africains n'arrivent pas à concurrencer les Chinois tant sur les prix que sur les

27. « China's sea of textiles », *The Globe and Mail*, 26 avril 2005.

volumes. Plus la Chine exportera vers l'Afrique au nom de « gagnant-gagnant », plus elle privera les Africains du marché mondial. Cette invasion « exportatrice de chômage » étouffe l'industrie naissante et endogène du continent pour ce qui est des secteurs du textile et du plastique moulé. De ce fait, certains Africains anticipent déjà un impérialisme ou néo-colonialisme chinois²⁸.

D'un point de vue historique, il est difficile de trouver des raisons anciennes à l'intérêt de la Chine pour le continent africain, sauf le souvenir commun de l'exploitation impérialiste. La Chine déclare cependant représenter le Tiers-monde auprès du Conseil de sécurité des Nations unies en appelant les États africains de « vieux amis » pour dorénavant la légitimité de ladite représentativité. La Chine anticipe de construire une structure relationnelle entre ces deux parties du monde et le Forum de Pékin constitue dans ce cadre une plate-forme de dialogue permanente, autour de laquelle des relations de partenariat sino-africain sont établies. Ce partenariat, promu par Pékin comme un vecteur de sa politique de grande puissance, est actuellement soumis à l'épreuve de la position chinoise vis-à-vis des deux sièges permanents en faveur des pays africains dans le Conseil de sécurité de l'ONU élargi, sous programme de réforme de cette grande instance internationale. Or, la Chine, en tant que seul pays représentant issu du Tiers-monde dans ledit conseil, n'est pas encore prête à partager cette légitimité, morale et politique, avec ses « vieux amis » du continent africain.

La Chine est certainement amenée à se rapprocher davantage de l'Afrique. Le concept de politique africaine de la Chine va de l'aide solidaire à l'action mercantiliste en passant par la stratégie d'influence pour la construction d'un nouvel ordre mondial, permettant à la Chine de s'offrir un environnement favorable et un meilleur levier diplomatique à son émergence. Comme les visées sont diversifiées, les méthodes sont multidimensionnelles, ce qui justifie aux yeux des Chinois, un recours aux ventes d'armes (l'Afrique australe avec l'Afrique du Sud, le Botswana, la Namibie et le Zimbabwe est particulièrement visée.) et même un transfert sensible des technologies nucléaires (visiblement l'Algérie). C'est pourquoi la politique africaine de la Chine d'aujourd'hui nous montre un visage bien différent de ce qu'il était par le passé. Ce rapprochement, par l'approfondissement et l'élargissement, lance cependant de nombreux défis à la Chine.

28. Dianna Games, « Chinese, the new economic imperialists in Africa », *Business Day*, 21 février 2005.